

Covid-19 : les conséquences économiques pour les secteurs de la distribution alimentaire

| | |
|-----------------------------|---|
| Principaux contributeurs | Delphine David et Olivier Passet |
| Directeur de la publication | Laurent Faibis |
| Date de publication | 23 mars 2020 |
| Site | www.xerfi.com |
| e-mail | etudes@xerfi.fr |
| Adresse | 13-15 rue de Calais 75009 Paris |
| Téléphone | 01 53 21 81 51 |
| Fax | 01 42 81 42 14 |

Le groupe **Xerfi**, leader français des études sur les secteurs et les entreprises, apporte aux décideurs les analyses indispensables pour surveiller l'évolution des marchés et de la concurrence, décrypter les stratégies et les performances des entreprises, en France comme à l'international. Le site **Xerfi.com** met ainsi en ligne le plus vaste catalogue d'études sur les secteurs et les entreprises.

Au sein du premier bureau d'études spécialisé en France, les experts sectoriels du groupe **Xerfi** sont animés d'une passion commune : traiter l'information avec une très grande rigueur intellectuelle, réaliser des analyses professionnelles au plus près des réalités de la vie économique, s'engager sur des conclusions rédigées avec l'ambition de la probité et de la qualité.

Pour atteindre ces objectifs, le groupe **Xerfi** s'est donné tous les moyens de l'indépendance : son capital est détenu par ses dirigeants, son développement repose pour l'essentiel sur l'édition des études réalisées à sa propre initiative, des méthodes de travail éprouvées, des règles déontologiques strictes.

Des milliers d'entreprises, comme tous les réseaux bancaires, les investisseurs et financiers, les leaders du conseil et de l'audit ont fait des études du groupe **Xerfi** l'outil indispensable pour appuyer leur réflexion.



| | |
|---|-----------|
| 1. LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE | 4 |
| 1.1. À RETENIR | 5 |
| 1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE | 6 |
| 1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ? | 7 |
| 1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS | 8 |
| 1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE | 11 |
| 1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉSILIENTS | 12 |
| 2. LES CONSÉQUENCES POUR LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE | 13 |
| 2.1. À RETENIR | 14 |
| 2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE | 15 |
| 2.3. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND | 16 |

LES CONSÉQUENCES POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



À RETENIR

1

La pandémie du coronavirus crée un choc d'ampleur inédite. Nous sommes passés d'un choc localisé, menaçant quelques chaînes d'approvisionnement, à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Ce type de choc synchrone a une portée en termes d'effets multiplicateurs considérables à échelle mondiale. L'impact se compte en points de croissance, comme en 2008, notamment depuis la généralisation du confinement.

2

Nous faisons ici l'hypothèse que le confinement s'étirera sur 45 jours, ce qui constitue une hypothèse plutôt optimiste. Cette contrainte déstabilise massivement l'activité de nombreux secteurs de services, mais aussi de l'industrie (automobile, biens d'équipement, construction) qui se retrouvent à l'arrêt ou quasi-arrêt. Le choc produit selon nos hypothèses un décrochage de 3,3% du PIB en 2020, suivi d'un rebond de 3,0% en 2021.

3

L'économie ne retrouverait son niveau de fin 2019, qu'au quatrième trimestre 2021. Ce qui marque une altération de la croissance potentielle. L'arrière-plan d'instabilité financière et la trace longue que pourrait laisser le dévissage de l'activité sur la qualité des bilans des entreprises, de l'État et des banques, éloignent la perspective d'une récupération rapide en forme de V. Plus l'épisode se prolonge et plus la perspective d'un effacement rapide de la crise s'éloigne.

4

Face à un choc concentré et supposé transitoire, les entreprises ne devraient pas procéder à un ajustement massif de leurs capacités. En conséquence, ce sont les résultats d'exploitation et les trésoreries qui devraient absorber l'essentiel de la secousse à court terme. Les risques de redressement judiciaire et de dépôts de bilan sont particulièrement importants, parmi les PME de service notamment, en dépit des mesures de soutien public (chômage partiel, ajournement des dépenses fiscales et d'énergie, etc.).

5

Le choc d'activité sera massif dans certains secteurs de services qui ne sont pas usuellement les plus instables. Les secteurs des transports, de l'hôtellerie-restauration, des services aux ménages (récréatifs, loisir, soins, etc.) et du commerce spécialisé sont en première ligne. À cela s'ajoutent les industries exposées au dévissage du commerce mondial. On peut estimer que le tiers de l'économie pourrait se retrouver en situation sinistrée, avec des effets d'entraînement puissants sur 50% du PIB.

6

Outre les secteurs non marchands ou administrés, liés à la santé, l'action sociale, l'éducation, seules quelques activités marchandes devraient résister au tsunami, voire en profiter à court terme (la filière agricole et alimentaire, jusqu'au commerce de détail, la pharmacie et le secteur financier notamment).

1.2. LES MÉCANISMES DE TRANSMISSION DE LA CRISE

D'un choc d'offre à un choc multicanal

En l'espace de quelques jours, la crise du COVID19 a pris une nouvelle dimension et profondément changé de nature et de portée au plan économique. Elle pouvait apparaître dans les premiers temps de la propagation du virus comme un choc asymétrique dont l'épicentre était en Asie (Chine, Corée), avec l'Italie comme foyer secondaire. Avec essentiellement des conséquences en matière de rupture d'approvisionnement et de ralentissement du commerce mondial. À mesure que la contagion atteignait la France et que les mesures de confinement s'étendaient, nous sommes passés à un choc généralisé qui altère la dynamique de demande et de production de tous les pays de façon simultanée. Les entreprises doivent désormais faire face à un choc de premier ordre qui peut mettre pour certaines en péril leur trésorerie et leur survie.

■ Un choc « multicanal »

| | | |
|-----------------------|---|---|
| Effet choc d'offre | Effets directs dévastateurs du confinement sur le transport, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, les activités récréatives, le commerce spécialisé, les industries à l'arrêt (automobile, équipement, construction) | Fort impact direct sur l'emploi précaire, CDD courts (secteurs à très forte réactivité de l'emploi) |
| | Possibilités de distribution très restreintes concernant le commerce spécialisé, hormis le circuit du e-commerce | Conséquences massives tout au long des filières de production de biens durables |
| | Très brutale dégradation des marges et de la trésorerie, hausse des faillites | Le choc va peser principalement à court terme sur le compte d'exploitation des entreprises |
| | Restriction de l'offre de travail liée aux mesures de confinement et de quarantaine | Effet qui n'est que partiellement compensé par le télétravail |
| | Rupture des chaînes d'approvisionnement en amont + restriction du fret | Effet prix collatéral sur certains composants Hausse des prix du fret |
| | Accès restreint à certains biens d'équipement | Effet peu prégnant à court terme et non pertinent à long terme. |
| Effet choc de demande | Gel de l'investissement et des embauches, hausse du chômage (partiel ou non) | Les secteurs les plus exposés au confinement, sont des secteurs de service (ce qui est atypique), à ajustement rapide de l'emploi. Le chômage partiel ne pourra absorber tout le choc |
| | Ajournement forcé de toutes les dépenses de consommations de biens et services non distribués (45% de la consommation). Effet diffus sur la confiance des ménages à plus long terme | Hausse massive et forcée du taux d'épargne |
| | Ralentissement de la demande mondiale (circuit exportations) | Effet puissant du multiplicateur du commerce international |
| Effet mixte | Impact sur la production des filiales étrangères des groupes français | Effet diffus sur l'économie domestique de la dégradation des comptes consolidés des groupes nationaux et étrangers implantés en France (50% de l'emploi marchand résident). |

1.3. QUEL SCÉNARIO DE REPRISE ?

Quelle résilience pour le secteur financier ?

Le choc du COVID 19 et des mesures de confinement qui s'imposent est d'une ampleur inédite dans une période de paix. Simultané, dans toutes les régions du monde, il comporte des effets multiplicateurs sur le commerce international d'une ampleur redoutable. Un choc d'une telle brutalité interroge nécessairement sur la résilience du secteur financier. Une défaillance des institutions financières créerait des effets de second tour extrêmement aggravants. La chute des bourses, que l'on observe dès à présent, ne fragilise que les intermédiaires financiers qui portent ce risque directement, en compte propre. L'industrie du capital investissement est en revanche très exposée à court terme. Les banques, pour leur part, ne sont que très indirectement exposées. Les fonds de gestion dont elles sont actionnaires ne gèrent ce risque que pour le compte de clients. Elles sont en revanche plus directement impactées par l'inversion de la courbe des taux, qui consume leurs marges d'intérêt et par la montée à terme des créances douteuses à leur actif, liée à la forte augmentation du risque de faillite des entreprises sur lesquelles elles sont exposées.

Un scénario de reprise en V reste possible

Face à la gravité de ce choc, aux risques de faillites en chaîne dans le secteur privé, à la dégradation induite des bilans bancaires, à l'effet de freinage que produira l'effort de restauration des trésoreries et des comptes publics et aux changements durables de comportement de mobilité, le scénario en V reste encore possible, mais il est très fragilisé si les mesures de confinement s'étirent jusqu'à l'été. Il sera mécaniquement puissant au troisième trimestre, si les mesures de confinement ne durent pas plus de 45 jours (selon notre hypothèse médiane) mais il risque d'être insuffisant pour compenser l'activité perdue, compte tenu de l'arrière-plan financier qui pourrait créer un effet de « longue traîne ». Les enveloppes de soutien public et monétaire risquent rapidement de se révéler insuffisante compte tenu de l'ampleur et du risque d'étirement de l'arrêt de l'activité qui touche de plein fouet plus d'un tiers de l'économie, et dont le périmètre pourrait encore s'étendre.

■ Un scénario en V n'est pas certain

| Rebond possible à la fin du confinement | Mais risque de crise à double détente, comme en 2008 | |
|---|--|---|
| Restauration de la Bourse | Risque de surajustement à la hausse sur les prix des matières premières et les produits de base, compte tenu de la destruction des capacités | Fragilité de la sphère financière à surveiller |
| Restockage | | Les banques peuvent bénéficier d'un effet d'aubaine à court terme grâce à la hausse des opérations de crédits de trésorerie aux entreprises (si la crise est limitée dans le temps) |
| Rattrapage de la demande différée | Effort prolongé de reconstitution de trésoreries , qui freinera au-delà du pic d'épidémie les embauches et l'investissement | Mais risque de restriction du crédit lié à la restauration des ratios de risque ou de liquidité momentanément assouplis |
| Diminution du taux d'épargne | | |
| Contexte prolongé de faiblesse des taux d'intérêt et de l'inflation | Efforts de consolidation des finances publiques, sur fond de forte dégradation des comptes de l'État | |

1.4. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE DE XERFI ET LES INDICATEURS CLÉS

Un premier scénario médian de croissance

La pandémie du Coronavirus crée une situation d'incertitude économique radicale. Il serait très prématuré de prétendre faire une prévision à ce stade de la crise. **Nous proposons dès lors un scénario médian de croissance (-3,3% en 2020, +3,0% en 2021)**, sur lequel les risques d'erreur sont évidemment extrêmes. Ce scénario suppose un dévissage cumulé de l'activité de l'ordre de 10% aux premier et deuxième trimestres. En dépit de l'incertitude qui entoure ce chiffrage, il nous paraît prudent d'intégrer au minimum ce contexte macro-économique dégradé comme base de l'évaluation de la dynamique des marchés et des risques induits sur l'activité des entreprises dans les trimestres à venir. Ce scénario médian sera sujet à de multiples révisions, au fur et à mesure que l'information se précisera. Il est possible qu'à ce stade, il sous-estime le lissage induit par l'inertie des décaissements. L'instabilité infra-annuelle de l'activité est en effet d'une ampleur inédite. Mais compte tenu d'une certaine stabilité sous-jacente de l'emploi (en baisse amortie par l'extension du dispositif de chômage partiel) et des revenus des ménages, notamment du fait du ralentissement de l'inflation et des dispositifs budgétaires et monétaires destinés à préserver les capacités, il existe une puissante force de rappel (technique) pour faire revenir rapidement l'économie dans son couloir de croissance de moyen terme.

Baisse de la trésorerie et hausse de l'épargne : un double à-coup de grande ampleur

Cette dualité inédite entre la dynamique du revenu des ménages et l'effondrement de l'offre et de la consommation, liée au contingentement de la force travail et aux restrictions forcées de l'accès à certains biens et services, crée deux à-coups simultanés d'une ampleur considérable : **l'un à la baisse sur les marges et la trésorerie des entreprises**, et par ricochet sur les comptes de l'État, qui temporise le choc par des transferts ; **l'autre à la hausse sur le taux d'épargne des ménages**, qui sont dans l'impossibilité réglementaire et fonctionnelle de dépenser leur revenu. Pour prendre la mesure de l'ampleur de ce choc et de l'incroyable instabilité créée sur les profils infra-annuels, il suffit de regarder la part des dépenses de consommation qui est tout ou partie bloquée par le confinement. Cette part est de l'ordre de 45%. Si ce blocage s'étire sur un mois dans un trimestre, cela signifie une contribution de -15 points à la croissance trimestrielle de la consommation. Cela aide à comprendre le profil, en première approche insensé, des variations trimestrielles du compte qui est présenté.

Une récupération en forme de V encore intégrée dans notre scénario

Cette projection médiane, intègre largement la possibilité d'une récupération en forme de V de l'économie. Néanmoins, le choc étant largement centré sur les services, une partie des dépenses perdues n'est pas récupérable, hormis quelques effets de *rush* à la sortie du confinement. De surcroît, la montée des dettes bancaires, l'allongement des délais de paiement pour les PME, la dégradation inévitable de la trésorerie des entreprises et la forte dégradation des comptes publics invitent à la prudence sur le potentiel de récupération rapide et sans séquelles de l'économie à moyen terme. L'investissement pourrait être assez fortement pénalisé, ainsi que la construction, qui était déjà en phase de ralentissement. Certains secteurs à cycle long de production, comme l'aéronautique ou le ferroviaire, pourraient également mettre en cause leurs plans de charge compte tenu de la dégradation de la situation financière des transporteurs. L'automobile pourrait porter également longtemps la trace du choc alors que son modèle est déjà en plein doute, ce qui pourrait accélérer la décline et la concentration des capacités.

Le scénario de rebond reste aussi prudent compte tenu de l'hétérogénéité des durées de résolution de la crise selon les différentes régions du monde. Il existe notamment de gros doutes, sur la capacité d'endiguement de l'épidémie sur le continent américain, et dans de nombreux pays en développement.

■ Structure de la consommation des ménages

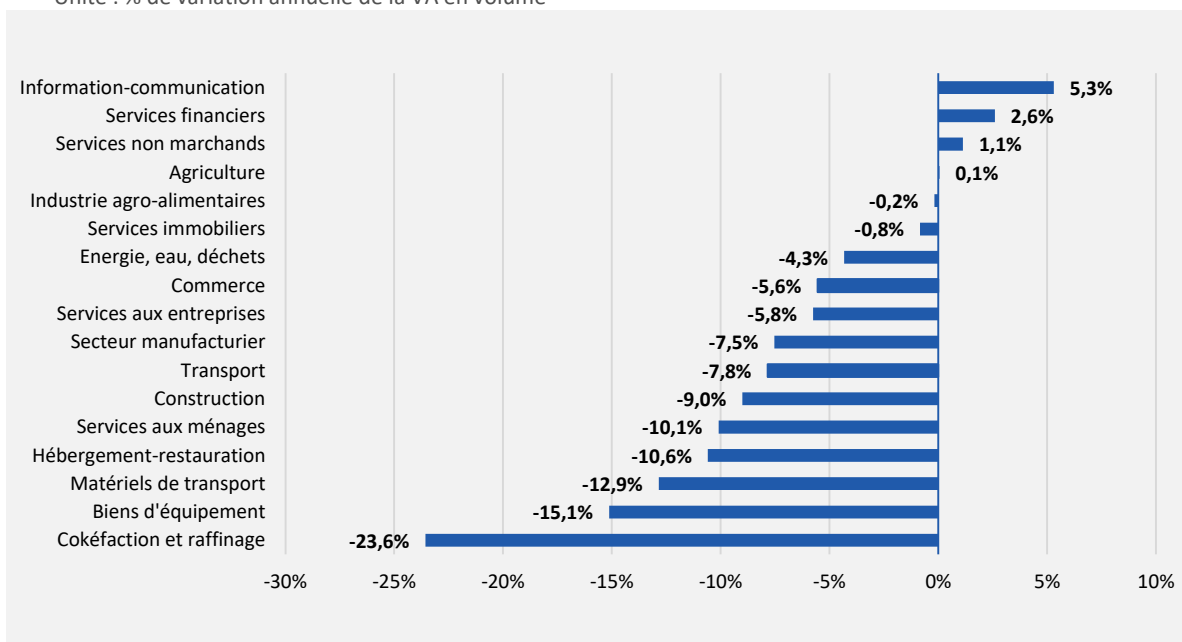
Unités : part en % de la consommation des ménages

| Biens et services contingentés par le confinement ou non accessibles | | Biens et services accessibles | |
|--|-------------|---|-------------|
| Articles d'habillement et chaussures | 3,6 | Produits alimentaires et boissons non alcoolisées | 13,1 |
| Entretien et réparation du logement | 1,6 | Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants | 3,7 |
| Meubles, articles d'ameublement, etc. | 1,4 | Loyers d'habitation effectifs | 4,6 |
| Articles de ménage en textiles | 0,3 | Loyers d'habitation imputés | 14,4 |
| Appareils ménagers | 0,8 | Alimentation en eau et services liés au logement | 1,4 |
| Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage | 0,6 | Électricité, gaz et autres combustibles | 4,3 |
| Outillage et autre matériel pour la maison et le jardin | 0,4 | Biens et services pour l'entretien courant du foyer | 1,1 |
| Transports | 14,1 | Santé | 4,0 |
| Matériel de téléphonie et de télécopie | 0,4 | Services postaux | 0,1 |
| Loisirs et culture | 7,9 | Services de téléphonie et de télécopie | 1,9 |
| Restaurants et hôtels | 7,6 | Enseignement | 0,5 |
| Soins corporels | 2,5 | Protection sociale | 2,0 |
| Autres services | 1,2 | Assurance | 4,2 |
| Effets personnels nca | 1,0 | Services financiers nca | 1,2 |
| Total contingenté | 43,5 | Total accessible | 56,5 |

Traitement Xerfi / Source : Eurostat

■ Projection de croissance de valeur ajoutée en volume des grands secteurs de l'économie

Unité : % de variation annuelle de la VA en volume



Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

■ PIB et compte emploi-ressource : scénario médian au 22/03/2020, bâti sur l'hypothèse d'un confinement de 45 jours

| France | 2018 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | T1 19 | T2 19 | T3 19 | T4 19 | T1 20 | T2 20 | T3 20 | T3 20 | T1 21 | T2 21 | T3 21 | T4 21 |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PIB | 100% | 1,7 | 1,3 | -3,3 | 3,0 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | -0,1 | -2,0 | -6,9 | 7,7 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 0,4 | 0,3 |
| Consommation | 54% | 0,9 | 1,2 | -3,5 | 6,9 | 0,4 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | -4,0 | -11,0 | 18,0 | 1,0 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Cons. Publique | 24% | 0,8 | 1,3 | 1,6 | 0,9 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Investissement | 23% | 2,8 | 3,6 | -8,0 | 3,9 | 0,5 | 1,4 | 1,3 | 0,2 | -5,1 | -17,0 | 21,7 | 0,4 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Construction | 12% | 2,1 | 3,2 | -7,5 | 3,6 | 0,4 | 1,7 | 0,9 | 0,2 | -5,0 | -17,0 | 22,0 | -0,2 | -0,5 | -0,5 | -0,5 | -0,5 |
| Équipement | 5% | 2,1 | 3,6 | -10,0 | 4,4 | 1,4 | 0,9 | 1,2 | -0,4 | -5,5 | -19,0 | 21,0 | 2,0 | 0,0 | -0,7 | -0,7 | -0,7 |
| Stocks | * 1% | -0,3 | -0,4 | -0,4 | 0,5 | 0,3 | -0,2 | -0,1 | -0,5 | -0,1 | -0,4 | 0,9 | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations | 32% | 3,5 | 1,9 | -7,4 | 2,2 | 0,3 | -0,2 | -0,3 | 0,0 | 0,1 | -6,0 | -5,0 | -2,0 | 3,0 | 4,0 | 3,0 | 2,0 |
| Importations | 33% | 1,2 | 2,2 | -8,4 | 9,2 | 1,3 | -0,2 | 0,4 | -0,4 | -4,1 | -15,6 | 17,4 | 0,4 | 1,8 | 2,5 | 1,9 | 1,4 |
| Commerce extérieur | * -1% | 0,7 | -0,1 | 0,4 | -2,2 | -0,3 | 0,0 | -0,3 | 0,1 | 1,4 | 3,2 | -6,8 | -0,7 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,2 |
| Balance courante | ** | -15 | -19 | -15 | -40 | -5 | -6 | -6 | -1,9 | -1 | 7 | -10 | -12 | -11 | -10 | -9 | -9 |
| Bal. courante (% PIB) | | -0,6 | -0,8 | -0,6 | -1,7 | | | | | | | | | | | | |
| Emploi | | 1,2 | 1,0 | -0,7 | -0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | -0,2 | -0,8 | -0,5 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Taux de chômage | | 9,0 | 8,5 | 9,6 | 10,5 | 8,6 | 8,5 | 8,5 | 8,2 | 8,6 | 9,5 | 10,1 | 10,2 | 10,3 | 10,5 | 10,6 | 10,7 |
| Salaires | *** | 1,5 | 1,7 | 1,6 | 1,3 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Inflation | | 1,8 | 1,1 | -0,1 | 0,7 | 0,1 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | -1,1 | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,5 | 0,5 |
| Solde sect. public | ** | -59 | -77 | -162 | -78 | | | | | | | | | | | | |
| Solde sect. public (% PIB) | | -2,5 | -3,2 | -6,9 | -3,2 | | | | | | | | | | | | |
| Dette publique (% PIB) | | 98 | 101 | 112 | 108 | | | | | | | | | | | | |
| PIB nominal | ** | 2 354 | 2 420 | 2 331 | 2 413 | | | | | | | | | | | | |

Variation d'une période sur l'autre, sauf indication contraire : * contribution à la croissance du PIB

** mds d'euros

*** salaire horaire

Traitement et projections Xerfi / Source : INSEE

1.5. LES SECTEURS EN PREMIÈRE LIGNE

■ Les secteurs en première ligne

| Secteurs | Poids dans le PIB | Croissance 2020 et 2021 | | Commentaires |
|--|-------------------|-------------------------|---------------|--|
| Ce sont les secteurs les plus directement et massivement impactés par les mesures de confinement , soit qu'ils soient mis à l'arrêt quasi-intégral, soit qu'ils soient très fortement exposés au dévissage du commerce international. Ce second facteur peut étirer la crise dans le temps, compte tenu des décalages géographiques dans la diffusion de la pandémie et de ses effets paralysant sur l'offre et la demande. | | | | |
| 1- Services liés à la mobilité et / ou engageant une socialisation | 20,8% | -7,3% | +11,0% | <p>Ces services sont en première ligne. Ils pourraient perdre en moyenne plus de 60% d'activité entre mi-mars et fin avril et -16% entre le second semestre 2019 et le premier semestre de 2020.</p> <p>Certains secteurs ont peu d'effets d'entraînement (les services aux ménages notamment, l'hôtellerie). La fermeture des magasins spécialisés ou des bars et restaurants bloque en revanche des composantes de la chaîne de production amont, avec de très forts effets collatéraux sur toute la chaîne d'approvisionnement. Sur ces secteurs à très fort BFR, le risque de faillite est considérable.</p> |
| <i>Hébergement et restauration</i> | 2,8% | -10,6% | +13,4% | |
| <i>Transport</i> | 4,4% | -7,8% | +13,2% | |
| <i>Commerce</i> | 10,7% | -5,6% | 9,4% | |
| <i>Services aux personnes / activités récréatives, soins, loisirs, culture etc.</i> | 2,9% | -10,1% | 11,8% | |
| 2- Les industries (y compris la construction) à l'arrêt et/ou très fortement exposées au commerce international | 8,2% | -10,7% | 5,6% | <p>Ces secteurs de l'industrie et de la construction, ont un puissant pouvoir d'entraînement sur le reste de l'économie marchande. Ces secteurs, qui amplifient traditionnellement le cycle économique, sont pour une large part techniquement à l'arrêt du fait des retombées de la politique de confinement. L'accord du 22 mars entre Le gouvernement et les fédérations du bâtiment et travaux publics devrait néanmoins permettre de maintenir la continuité de certains chantiers, mais à marche ralentie.</p> |
| <i>Matériel de transport</i> | 1,3% | -12,9% | -1,4% | |
| <i>Biens d'équipement</i> | 1,5% | -15,1% | 1,0% | |
| <i>Construction</i> | 5,5% | -9,0% | 8,3% | |

1.6. LES SECTEURS SUIVEURS ET RÉILIENTS

■ Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité

| Secteurs | Poids PIB | Croissance 2020 et 2021 | | Commentaires |
|---|--------------|-------------------------|--------------|---|
| Ces secteurs, qui occupent des maillons clés des chaînes de valeur industrielles ou de la construction, amplifient traditionnellement le cycle économique (le PIB). Ils doivent se préparer à une récession sévère d'autant que la fermeture des commerces spécialisés bloque l'écoulement de la production après des ménages en aval. Ils auront dès lors très largement recours au chômage partiel. | | | | |
| 3- Les industries et services en amont ou aval des chaînes de valeur | 21,8% | -6,0% | 0,2% | Tous ces secteurs, ne seront pas confrontés aux mêmes périls. Certains métiers, du fait de leur spécificité ou d'éléments liés à leur modèle d'affaires et de facturation, amortissent le choc, à l'instar de certains SAE (services de sécurité et nettoyage, de comptabilité, services d'analyse, essais et inspections techniques ou services juridiques), l'énergie, les réseaux d'eau potable et d'assainissement, la collecte et le traitement des déchets, la pharmacie. D'autres prennent le choc de plein fouet : intérim, ingénierie, conseil, restauration collective, événementiel, matériaux, etc. |
| <i>Services aux entreprises</i> | <i>14,1%</i> | <i>-5,8%</i> | <i>-0,6%</i> | |
| <i>Les autres industries (hors IAA)</i> | <i>5,4%</i> | <i>-7,1%</i> | <i>2,1%</i> | |
| <i>Utilities, secteurs de l'énergie et de l'environnement</i> | <i>2,3%</i> | <i>-4,3%</i> | <i>-0,1%</i> | |

■ Les secteurs résilients ou contra-cycliques, stabilisant à court terme

| Secteurs | Poids PIB | Croissance 2020 et 2021 | | Commentaires |
|---|--------------|-------------------------|-------------|--|
| Ces secteurs sont stabilisants. Soit par convention comptable : leur valeur ajoutée est estimée sur la base des coûts engagés (services administrés, santé, éducation) ou estimée de façon conventionnelle (à l'exemple des loyers fictifs imputés des ménages propriétaires). Soit parce que leur activité est stimulée par le contexte de crise à brève échéance : télécommunications, certaines opérations bancaires, IAA, etc. | | | | |
| 4- Services administrés et secteurs contra-cycliques | 49,1% | 1,2% | 1,0% | Même si certains des services administrés sont à l'arrêt (éducation ou certains guichets publics par exemple), ils continuent à contribuer positivement à la croissance. La mobilisation de moyens supplémentaires sur la santé peut marginalement accroître l'activité dans ce secteur. Du côté de la sphère marchande, quelques rares segments bénéficient de la crise : la branche communication dopée par le confinement et le télétravail, de même que la part des IAA, qui s'adresse au circuit du commerce de détail. Certains segments n'en sont pas moins négativement impactés (les médias, du fait de la chute des recettes publicitaires, les activités Foodservice des IAA, destinées à la restauration, l'activité des agences immobilières, du fait du gel des transactions dans l'ancien etc.) |
| <i>Les services administrés</i> | 22,1% | 1,1% | 0,1% | |
| <i>La filière alimentaire</i> | 3,7% | -0,1% | 0,2% | |
| <i>Les services financiers</i> | 4,5% | 2,6% | 2,2% | |
| <i>Services immobiliers</i> | 12,4% | -5,4% | 0,7% | |
| <i>Information et télécommunication</i> | 0,6% | 5,3% | 2,1% | |

LES CONSÉQUENCES POUR LES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

Pour analyser les secteurs de la distribution alimentaire, nous avons principalement pris en compte les codes NAF suivant :

- 47.11 : Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire
 - 47.11A Commerce de détail de produits surgelés
 - 47.11B Commerce d'alimentation générale
 - 47.11C Supérettes
 - 47.11D Supermarchés
 - 47.11E Magasins multi-commerces
 - 47.11F Hypermarchés
- 47.2 : Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
 - 47.21 Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
 - 47.22 Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
 - 47.23 Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
 - 47.24 Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
 - 47.25 Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
 - 47.26 Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé
 - 47.29 Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
- 47.81 : Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés



À RETENIR

1

Les ventes de produits de grande consommation et de produits alimentaires frais ont progressé de 38% au cours de la semaine du 9 au 15 mars 2020. Ce chiffre de la société de mesure et d'analyse Nielsen interpelle à double titre : il n'a jamais été aussi élevé ; il couvre une période au cours de laquelle le confinement, certes pressenti, n'avait pas encore été annoncé par le gouvernement.

2

Paniqués et inquiets, les Français se sont rués dans les grandes surfaces alimentaires qu'ils avaient pourtant eu tendance à délaisser ces dernières années. Ils ont aussi sur-sollicité les services de *drive* et plus encore de livraison à domicile aujourd'hui saturés. Les défis sont multiples pour les distributeurs : assurer la réactivité de la chaîne d'approvisionnement, renforcer les capacités de traitement du e-commerce, garantir la protection de leurs salariés...

3

Outre les comportements inhabituels, pour ne pas dire irrationnels, des clients, un autre phénomène contribue à la forte hausse des achats de produits alimentaires pour une consommation à domicile : la fermeture décidée par arrêté de l'ensemble des établissements de restauration commerciale et l'interruption d'activité de nombreux restaurants collectifs (dans l'éducation et les entreprises notamment).

4

En baisse en volume au cours des deux dernières années, les dépenses alimentaires des ménages se redresseront en 2020. Les grandes surfaces — qui représentent les deux tiers du marché — seront les premiers bénéficiaires de ce regain compte tenu des volumes à mobiliser. Elles sont également les seules en mesure de déployer à grande échelle des services de livraison tri-températures, l'offre des leaders du e-commerce se limitant aux produits secs et boissons.

5

L'activité des petits commerces de bouche profitera de la hausse de la demande. L'avenir des marchés, y compris de plein air, est en revanche plus incertain, des mesures de fermeture étant évoquées par certains maires et préfets, déjà prises par d'autres (à Nice notamment).

6

Quelle que soit sa durée, cette période de crise impactera de façon significative les comportements d'achats alimentaires, au profit notamment de la livraison à domicile qui entrera durablement dans les pratiques. Déjà au rang des priorités stratégiques des enseignes alimentaires qui y consacrent beaucoup d'investissements, le e-commerce alimentaire va passer un cap et rattraper une partie de son retard sur les autres marchés.

2.2. L'IMPACT SUR LA DEMANDE

Reprise de la consommation alimentaire

Jamais vécue par les Français, la situation actuelle engendre des comportements d'effolement pour ne pas dire des réflexes de survie. Les Français partent à l'assaut des commerces alimentaires en dépit des messages répétés et rassurants des industriels et distributeurs, certains que les risques de pénurie sont nuls. Le poste alimentaire est sans aucun doute le grand gagnant de cette période de crise, si tant est que l'on puisse s'exprimer ainsi. Si des incertitudes demeurent sur la durée du confinement, ses effets, aussi ponctuels soient-ils, permettront aux dépenses alimentaires (en baisse depuis deux ans en volume) de se redresser en moyenne annuelle en 2020. Deux principaux phénomènes liés à la crise y contribueront : la constitution de stocks de précaution par les ménages, les effets de report de la consommation alimentaire hors-domicile (restauration) vers la consommation à domicile.

| Principaux moteurs de la demande de produits alimentaires | Commentaires |
|---|---|
| Croissance de la population | À moins d'un choc démographique majeur dû à la pandémie actuelle (hypothèse qui ne cadre pas avec les taux de mortalité jusqu'à présent constatés), la progression de la population (+0,35% par an d'après l'Insee) restera un soutien à la croissance de la demande alimentaire en 2020. |
| Évolution des pratiques alimentaires | Les Français vont être un temps moins regardants sur leur consommation alimentaire. Les inquiétudes relatives aux effets de l'alimentation sur la santé ainsi que leur volonté d'adopter un mode de consommation plus responsable (respectueux de l'environnement, du bien-être animal ou encore de la rémunération des producteurs) vont temporairement s'effacer et laisser la place à des préoccupations d'ordres beaucoup plus pratiques (remplir le garde-manger et les congélateurs, dont les ventes en ligne ont explosé depuis le début de la période de confinement). Le « manger moins mais mieux » qui a pesé sur les volumes consommés ces deux dernières années ne sera un temps plus d'actualité. |
| Alternative à la restauration collective | L'arrêté du 15 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus autorise la restauration collective à poursuivre son activité. Si les restaurants des établissements de santé continuent de fonctionner, ceux des écoles et établissements d'enseignement resteront fermés le temps de la crise, alors que la continuité de services est décidée au cas par cas dans les restaurants d'entreprises. L'ensemble des repas non pris par les écoliers, étudiants et actifs dans le cadre de la restauration collective seront autant de repas consommés à domicile, donc autant de repas venant gonfler les paniers de courses alimentaires. Cet effet de report de la restauration collective vers la consommation alimentaire à domicile prendra néanmoins fin dès la levée du confinement. |
| Alternative à la restauration commerciale | L'arrêté du 15 mars 2020 interdit l'accueil du public jusqu'au 15 avril 2020 par les restaurants et débits de boissons, sauf pour leurs activités de livraison et de vente à emporter. Là encore, un transfert massif entre restauration hors-domicile et consommation à domicile va s'opérer le temps de la crise. Si la vente à emporter et la livraison restent autorisées, leur développement va néanmoins être conditionné par la capacité /volonté des restaurateurs à poursuivre leur activité uniquement pour assurer ces deux services, par les restrictions de déplacement des particuliers en cette période de confinement (entrave à la vente à emporter), et par la couverture géographique souvent limitée aux grandes agglomérations des <i>start-up</i> de livraison. Une fois la crise passée, les restaurants et cafés bénéficieront d'un regain d'intérêt des Français privés de vie sociale le temps du confinement. Des Français qui renoueront de fait avec leurs arbitrages passés. La restauration commerciale est le poste dont le budget moyen par ménage a le plus progressé au cours des années 2010 (hors dépenses contraintes et pré-engagées). |

2.3. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND (1/2)

■ Évaluer la capacité de résistance et de rebond des entreprises de la distribution alimentaire (1/2)

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

| Critères d'évaluation | Scoring | Commentaires |
|--|---------|---|
| Santé (économique et financière) des entreprises avant la crise | 2 | <p>Les grandes surfaces alimentaires subissent depuis plusieurs années un affaiblissement de la demande (due notamment à la diminution de la taille des ménages qui limite les besoins de « grosses courses », ainsi qu'aux interrogations des consommateurs sur la qualité des produits vendus en GSA). Combiné à une intensification de la concurrence (magasins bio, multifrais...), cet affaiblissement remet en question le <i>business model</i> des GSA qui repose sur une consommation de masse en accélération (même si les marges sont réduites, les volumes sont là).</p> <p>Le commerce de proximité alimentaire a gagné du terrain sur les GSA. Tous les circuits ne font néanmoins pas preuve du même dynamisme. Les plus fortes croissances ont été enregistrées par les commerces de produits bio, les primeurs et les marchés alimentaires. À l'opposé, les boucheries-charcuteries et les poissonneries connaissent des difficultés qui s'expliquent notamment par la montée des mouvements tels que le flexitarisme et le véganisme. Les performances d'exploitation du commerce de proximité se sont en outre détériorées ces dernières années sous l'influence de la remontée de l'indice des loyers commerciaux.</p> |
| Degré de continuité de l'activité pendant la crise | 4 | <p>L'arrêté du 15 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus autorise les commerces de première nécessité, dont les commerces alimentaires, à rester ouverts. La poursuite de l'activité est donc assurée pour l'ensemble des distributeurs alimentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les acteurs de la grande distribution alimentaire et leurs différents formats de vente (hypermarchés, supermarchés, magasins de proximité) ; – les magasins spécialisés (magasins de surgelés, bio, épicerie fines...) ; – les petits commerces de bouche (boulangeries, boucheries, primeurs...) ; – les marchés alimentaires. Des menaces d'interdiction planent néanmoins sur ces derniers. <p>L'arrêté du 15 mars 2020 autorise également la poursuite des services de <i>drive</i> et de livraison à domicile. Le e-commerce représente un peu moins de 5% de la consommation alimentaire totale (tous circuits). Il est essentiellement réalisé par les acteurs de la grande distribution <i>via</i> leurs services de <i>drive</i> (dont <i>drive</i> piéton), de retrait en magasin et de livraison à domicile. Les <i>pure players</i> du web (yc Amazon) représentent une faible part des ventes en ligne et interviennent essentiellement sur le marché des PGC⁽¹⁾ et non sur celui des produits frais et surgelés.</p> |
| Importance des effets de rattrapage post-crise | 1 | <p>La notion d'effet de rattrapage post-crise n'est ici pas pertinente dans la mesure où c'est précisément pendant la crise que les distributeurs enregistreront un pic d'activité. Un trou d'air est en revanche à prévoir.</p> |

2.4. LES CAPACITÉS DE RÉSISTANCE ET DE REBOND (2/2)

■ Évaluer la capacité de résistance et de rebond des entreprises du secteur de la distribution alimentaire (2/2)

Méthodologie : chaque critère est noté de 1 à 4, 1 indiquant une faiblesse et 4 une force/capacité importante

| Critères d'évaluation | Scoring | Commentaires |
|--|---------|--|
| Opportunités de croissance liées à la crise ou post-crise | 4 | <p>Le recours accru aux services de e-commerce pendant le confinement impactera en revanche durablement les habitudes d'achats. Une part importante des ménages ayant recouru au commerce en ligne pour la première fois pendant les semaines de confinement adoptera définitivement ces services généralement plébiscités pour leur praticité. Un tel changement dans les comportements représentera une réelle opportunité pour les enseignes alimentaires, alors que les hypermarchés sont délaissés par les consommateurs et les rendements commerciaux des grandes surfaces sont orientés à la baisse. L'essor du e-commerce va néanmoins soulever de nombreux défis, logistiques en particulier. La crise et les efforts d'adaptation des enseignes pour répondre à l'afflux de commandes (le e-commerce a progressé de près de 63% au cours de la semaine du 8 au 15 mars 2020, dont +90% pour la livraison à domicile) seront toutefois certainement très riches d'enseignements et favorables à l'émergence de nouvelles pratiques.</p> <p>De même, la période de confinement et les restrictions de déplacement favorisent un retour des consommateurs dans les petits commerces de bouches ainsi que sur les marchés. Tendance amorcée depuis plusieurs années, la redécouverte de ces commerçants de quartier s'inscrira sur la durée.</p> |
| Synthèse | — | <p>Déjà pleinement impactée et mobilisée, la grande distribution alimentaire a beaucoup à gagner de la crise du coronavirus :</p> <p>1) peut-être un regain d'intérêt et de considération de la part des consommateurs qui ont eu tendance à la délaissier ces dernières années ;</p> <p>2) très certainement une évolution durable des pratiques d'achat en faveur du e-commerce, un domaine dans lequel les acteurs de la grande distribution investissent massivement pour profiter d'un potentiel de croissance qui fait défaut aux autres circuits et formats de vente.</p> |

(1) PGC = produits de grande consommation (épicerie, boissons, hygiène-beauté, entretien, petfood)

Source : Xerfi